

## Revue à mi-parcours UNSDCF 2021-2023 : des résultats satisfaisants.

**D**epuis 2021, Madagascar et le Système des Nations Unies (SNU) ont mis en place le nouveau plan-cadre de coopération pour le développement durable (UNSDCF), et prendra fin en décembre 2023.

Ce plan cadre constitue l'appui commun et intégré du SNU à Madagascar dans son programme de développement notamment la réalisation du PEM ainsi que les engagements de Madagascar à mettre en œuvre l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable (ODD).

En novembre 2021, une cérémonie a été organisée pour immortaliser cet engagement, et a vu la présence des deux co-présidents, à savoir, le Ministre de l'Economie et des Finances, Madame Rindra Hasimbelo RABARINIRINARISON et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies à Madagascar, Monsieur Issa SANOGO. Les Ministres qui sont également Présidents des axes stratégiques étaient présents leur de cet événement.

L'UNSDCF propose 4 axes stratégiques selon les besoins de Madagascar en matière de développement durable, à savoir : (i) Renforcer la bonne gouvernance, l'état de droit et la sécurité, (ii) assurer le développement du capital humain ; (iii) Impulser la productivité du travail et la création d'emploi productifs par des revenus décents et une économie compétitive, (iv) renforcer la gestion durable, résilient et inclusive de l'environnement.

Le 30 septembre 2022, les membres du comité de pilotage de l'UNSDCF composé des deux co-présidents ainsi que des Présidents des axes stratégiques ont tenu une réunion à mi-parcours en présence de quelques partenaires techniques et finances tels que les chefs du bureau des Nations Unies et les membres du corps diplomatiques. Etaient également sur place les représentants du Secteur Privé et des

Organisations de la Société civile.

Cette réunion a été une occasion pour les présidents des axes stratégiques et leurs collaborateurs de présenter les progrès réalisés mais également les contraintes et problèmes auxquelles ils ont été confrontés. Par ailleurs, des recommandations ont également été évoquées dans la mise en œuvre de chaque activité.



## IREO VAOVAO NISONGADINA

04 Oktobra 2022

Nanatanteraka fitsidihina ara-pomba fanajana an-dRamatoa Minisitry ny Toekarena sy ny Fitantanam-bola ny Ambasadaoron'ny Vondrona Eropeana, Ramatoa Isabelle Delattre Burger. Ankoatra ireo dinika momba ny PEM sy ny mety hisian'ny famatsiana tetikasa, dia noresahina nandritra ity fotoana ity ihany koa ny programam-piaraha-miasa eo amin'ny roa tonta izay maharitra 4 taona, ka ny 41 tapitrisa euro dia natokana ho an'ireo programa mahakasika ny tamberin'andraikitra : anisan'izany ny fanatsaràna ny fitantanam-bolam-panjakana izay mitentina 17 tapitrisa euro, eo ihany koa

ny fanampiana ny JIRAMA sy ny ADER ary ny BACE.

Taorian'izay dia nandray ny Solotena Maharitry ny IFC (International Finance Corporation), Ramatoa Marcelle Ayo, ihany koa ny tenany ho fanomanana ny fivoriambe isan-taonan'ny Banky Iraisam-pirenena sy ny Tahirim-bola iraisam-pirenena any Washington ny 10 hatramin'ny 16 Oktobra 2022. Hisy ny fihaonan'ny delegasiona malagasy amin'ny Filoha Lefitry ny IFC ho an'ny Faritra Afrika, Andriamatoa Sérgio Pimenta.



30 Septambra 2022

Tontosa ny 30 septambra 2022 ny famindram-pitantanana teo amin'ny Talen'ny Trosam-panjakana vaovao, Ramatoa RASAMIRAVAKA loby sy Andriamatoa RAZAFINDRAMBOARIMANANA Hervé Jeannot Victorien izay nisahana izany andraikitra izany teo aloha. Nitantana ny « Service des affaires juridiques et contentieuses » tao amin'ny « Direction des Études » izy nialoha izao nanendrena azy ho tale izao.



« Inspecteur du Trésor » andiany faharoa nivoaka tao amin'ny Ivotoerana Malagasy momba ny Tetipivoarana (IMaTEP) RASAMIRAVAKA loby. Manampahaizana manokana momba ny lalàna izy sady mahafehy tsara ny trosam-panjakana ihany koa. Efa niasa tao amin'ny foibem-pitondrana mitantana ny trosam-panjakana izy nanomboka tamin'ny taona 2002 ka hatramin'ny taona 2012. « Fondée de pouvoirs » tao amin'ny « Agence Comptable Centrale du Trésor et de la Dette Publique » izy tamin'ny 2012. Ny taona 2014 izy no voatendry hitantana ny « Service des affaires juridiques et contentieuses » ao amin'ny « Direction des Études » nialoha izao nanendrena azy ho tale izao.



## Lutte contre la corruption : le MEF s'engage

**D**ans le cadre de la lutte contre la corruption, une nouvelle approche a été adoptée par le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) caractérisée par le Mode Opérateur Faire- Faire (MOFF). Elle tend à impliquer et adhérer toutes les entités concernées à la lutte, allant de l'Administration publique, du secteur privé à chaque citoyen et usager.

Aussi, afin d'assurer la continuité de la mise en place des dispositifs de prévention et de lutte contre la corruption au sein de l'Administration publique, et ce conformément aux dispositions de la loi 2016-020 du 22 août 2016 sur la lutte contre la corruption et de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption, le Ministère de l'Economie et des Finances est actuellement en marche vers l'effectivité de ces dispositifs au sein de ses départements, en partenariat avec le BIANCO.

A cet effet, le Service de Lutte Contre la Corruption, structure responsable de la mise en œuvre des actions de lutte contre la corruption au sein du Ministère de l'Economie et des Finances, a été mis en place par le Décret 2021-699 du 07 juillet 2021 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret 2019-093 fixant les attributions du Ministre de l'Economie et des Finances ainsi

que l'organisation générale de son Ministère. Le service est rattaché à la Direction de l'Audit Interne. Cette entité garantit les activités d'éducation et de prévention en matière de lutte contre la corruption ainsi que le pilotage et la coordination des Structures Anti-Corruption (STAC) au niveau de chaque Département. Il assure également le rôle d'interface vis-à-vis des Institutions et organismes nationaux ou internationaux dans le cadre de cette lutte.

Par ailleurs, les documents-cadres de la Lutte Contre la Corruption, conformément aux obligations légales fixées par la Loi n°2016-020 suscitée ont été signés ce 27 septembre 2022. Ils sont constitués de la Politique Interne de Lutte contre la Corruption (PILCC) propre au Ministère, principal document d'orientation présentant les engagements du Ministère en la matière, ainsi que des Conventions Cadres relatant les engagements de chaque département ministériel.

La signature de ces documents par le Ministre de l'Economie et des Finances, les Directeurs Généraux de chaque Département du MEF et du BIANCO pérenniseront et assureront l'inclusion de tous dans cette lutte, étant l'une des axes principaux de la Politique Générale de l'Etat,



## Club Régional de Gestion Publique : Axé sur l'exécution budgétaire pour le second semestre

La troisième édition du Club Régional de Gestion Publique (CRGP) au titre de cette année 2022 s'est déroulée dans toutes les régions au cours du mois de septembre. Organisée par les Services Régionaux du Budget, le CRGP regroupe les acteurs budgétaires à savoir les ORDSEC, GAC, PRMP, DAF, SAF, Régisseurs, Opérateurs de saisie, auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et des Services Techniques Déconcentrés (STD). Les nouvelles dispositions prises dans le cadre du budget rectificatif 2022, présentation du bilan des réalisations en matière de finances et investissements publics durant le premier semestre de l'année, communication sur les directives concernant la clôture de l'exercice budgétaire ont été, en général, l'ordre du jour durant ces rencontres. Ce fut également l'occasion d'apporter aux participants des réponses par rapport aux obstacles qu'ils peuvent rencontrer dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi de Finances Rectificative 2022.



## Exécution budgétaire : Assistance aux départements ministériels

En vue d'une meilleure performance d'exécution budgétaire, la Direction du Budget a adopté une nouvelle approche basée sur la proximité avec les acteurs budgétaires. Des descentes ont alors été effectuées auprès de chaque département ministériel, à la place des réunions traditionnelles. Cette initiative a permis de mieux comprendre les contraintes rencontrées par les acteurs budgétaires tout en prenant en compte les spécificités de chaque entité. Les mesures les plus appropriées permettant d'améliorer la qualité et le rythme d'exécution budgétaire ont été par la suite identifiées. Les acteurs budgétaires ont aussi été encadrés dans les démarches de préparation de la Loi de Finances 2023 et dans la collecte des Bordereaux de Crédits Sans Emplois en vue de l'élaboration des Lois de Règlement 2020 et 2021.



## IPFP : Formation des agents de Direction Administrative et Financière de la Primature

Afin de renforcer les capacités en matière de compréhension, de manipulation et d'application des outils de la programmation, de suivi et d'évaluation budgétaire, l'équipe de l'Ivontoeram-Piofanan'ny Fitantanambolam-Panjakana (IPFP) de la Direction Générale des Finances et des Affaires Générales (DGFAG) a organisé une séance de formation les 13 et 14 septembre 2022. Celle-ci s'est adressée aux agents de la Primature.

## Elèves Administrateurs des Services Financiers : Un séminaire sur le budget axé sur les résultats

Les partages et renforcement de capacité des Elèves Administrateurs des Services Financiers (ASF) se multiplient. A l'instar des stages d'observation auprès de la Direction Générale des Finances et des Affaires Générales (DGFAG) au niveau central et régional, ils ont également eu droit à un séminaire dispensé par l'UNICEF. C'était le 23 août dernier au Cadorn Ambatonakanga. Le séminaire a été placé sous le thème : « Budget axé sur les résultats : les techniques d'élaboration des budgets programmes ».

